

Unité départementale du Rhône
5 Place Jules Ferry
69006 Lyon

Lyon, le 05/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOLYAP

ZI La pontchonnière
69210 Savigny

Références : UDR-CTESSP-25-404-TSR
Code AIOT : 0010600379

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/12/2025 dans l'établissement SOLYAP implanté ZI La pontchonnière 164 ROUTE DES EGLANTIERES 69210 Savigny. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de la DREAL.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOLYAP
- ZI La pontchonnière 164 ROUTE DES EGLANTIERES 69210 Savigny
- Code AIOT : 0010600379
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SOLYAP a repris en 2004 l'unité de traitement de surface SIAP 1, sur la commune de Savigny. L'établissement est réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 octobre 2005 modifié le 18 novembre 2021. L'activité de traitement de surface est maintenant soumise à enregistrement.

Les activités exercées par SOLYAP sont l'application de peintures poudres avec traitement de surface préalable pour différents domaines d'activité (automobile, ferroviaire, mobilier urbain, etc.).

L'établissement dispose d'un four de décapage des métaux, de 3 cabines de peintures poudre, de 2 cabines de grenaillage et de 2 chaînes de préparation de surface :

- une chaîne par aspersion (TTS)
- une chaîne par immersion (SLETI)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Modification ICPE	Arrêté Préfectoral du 26/10/2005, article 1.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
2	Emissions atmosphériques - Suites 2023	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27 et 58	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
4	Produits chimiques – Rétentions - Suites 2023	Arrêté Préfectoral du 26/10/2005, article 3.1.5.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	
5	Produits chimiques – Incompatibilité - Suites 2023	Arrêté Préfectoral du 26/10/2005, article 2.4.8.1 et 3.1.4.3	Demande d'action corrective	3 mois
6	Déchets - Stockage	Arrêté Préfectoral du 26/10/2005, article 2.5.3	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Produits chimiques – FDS - Suites 2023	Règlement européen du 18/12/2006, article 30, 35, 37-5	Sans objet
7	Déchets - Gestion	Arrêté Ministériel du 26/09/1985, article 17	Sans objet
8	Déchets	Arrêté Ministériel du 31/01/2008,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
		article 4	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit faire analyser les rejets atmosphériques de son four en poussière.

Il transmettra un porter à connaissance concernant les modifications du site depuis le dernier arrêté préfectoral.

L'Inspection demande à ce que tous produits liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols soient stockés sur une rétention adaptée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modification ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2005, article 1.3
Thème(s) : Autre, Modifications
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments des dossiers de demande d'autorisation, sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet du Rhône avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a informé l'Inspection des installations classées, que plusieurs modifications avaient eu lieu sur le site depuis l'arrêté préfectoral du 26/10/05 et de son souhait de faire une mise à jour. Le site de SOLYAP rejetait ses effluents à la STEP de la société voisine SIAP. Depuis juin 2023, les effluents liquides des bains sont traités en tant que déchets et transporté par camion pour traitement adapté. Ce qui représente 3 à 4 camions par an.</p> <p>L'exploitant a également indiqué que certains paramètres surveillés dans les contrôles de ses rejets atmosphériques ne sont pas détectés depuis plusieurs mois, il souhaite alléger l'autosurveillance.</p> <p>L'Inspection a indiqué à l'exploitant qu'il devait adresser au préfet du Rhône un dossier de porter à connaissance présentant les évolutions du site depuis le dernier arrêté préfectoral avec tous les éléments permettant d'apprécier les impacts de ces changements sur les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement. Il peut formuler à cette occasion des demandes de dérogation aux arrêtés ministériels et préfectoraux en vigueur en joignant également à ces demandes tous les éléments utiles d'appréciation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande n°1 : L'exploitant transmet, sous 6 mois, au préfet du Rhône un dossier portant à sa connaissance les modifications survenues sur le site depuis le dernier dossier de demande</p>

d'autorisation avec consultation du public. Il joint à ce dossier tous les éléments permettant d'apprécier l'incidence des modifications sur les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Emissions atmosphériques - Suites 2023

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27 et 58
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets four
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les effluents gazeux respectent les valeurs limites suivantes selon le flux horaire maximal autorisé :</p> <p>1 - Poussières totales :</p> <p>Si le flux horaire est inférieur ou égal à 1 kg/h, la valeur limite de concentration est de 100 mg/m³. Si le flux horaire est supérieur à 1 kg/h, la valeur limite de concentration est de 40 mg/m³. Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.</p> <p>Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p> <p>L'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente inspection de 2023, il avait été demandé à l'exploitant de faire analyser les rejets atmosphériques de poussière en concentration et en flux sur le four et de vérifier si les autres valeurs limites de l'arrêté ministériel du 2/2/98 (article 27) sont applicables aux émissions du four et assurer le cas échéant, la surveillance requise. L'arrêté préfectoral ne prévoit pas de contrôle de cette installation et l'arrêté ministériel relatif à la rubrique 2566 concernant le four n'est pas considéré comme adapté par l'inspection. A minima, les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 s'appliquent.</p> <p>Les derniers rapports de contrôle fournis par l'exploitant sur les installations de traitement de surface, cabine de peinture et grenailleuses datent de 2021 et 2022 et sont conformes aux valeurs limites d'émissions. Ces contrôles auraient dû être poursuivis après 2022 et doivent l'être tant que le porter à connaissance, objet de la demande au point n°1, n'a pas été déposé et instruit.</p> <p>L'exploitant a indiqué le jour de la présente visite ne pas avoir réalisé de mesures concernant les rejets du four ni avoir vérifié les valeurs de l'AM du 2 février 1998.</p> <p><u>Un point a également été fait sur les rejets atmosphériques des bains :</u></p> <p>Le rapport d'inspection du 30 mars 2023 indiquait que les analyses des rejets atmosphériques des lignes de traitement de surface de 2022 n'ont mesuré que des alcalins OH⁻, les autres paramètres</p>

n'ayant pas été détectés. L'Inspection avait accepté que l'exploitant arrête les mesures de NO₂ et H₊ car ces paramètres étaient absents des baignoires, il devait toutefois justifier dans le temps que les baignoires concernées ne sont pas susceptibles d'émettre ces substances.

Le jour de la visite, l'exploitant n'avait pas réalisé d'analyse de ses lignes de traitement de surface depuis 2022. A minima, les analyses de rejets alcalins (OH⁻) sur les baignoires de traitement doivent être réalisées chaque année.

L'Inspection a indiqué à l'exploitant qu'il devra formuler sa demande d'arrêt des mesures de certains paramètres et les justifier dans le même dossier de porter à connaissance mentionné au constat n°1.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°2 : L'exploitant réalise, sous 3 mois, le contrôle de ses rejets atmosphériques du four, à minima pour les concentrations et flux en poussières. Il vérifie également les valeurs limites applicables dans l'arrêté ministériel du 2/2/98.

Demande n°3 : L'exploitant réalise, sous 3 mois, le contrôle de ses rejets atmosphériques des lignes de traitement de surface pour le paramètre OH⁻.

Demande n°4 : L'exploitant réalise, sous 3 mois, le contrôle des rejets atmosphériques des installations de traitement de surface, cabine de peinture et grenailleuses.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Produits chimiques – FDS - Suites 2023

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 30, 35, 37-5

Thème(s) : Risques chroniques, Fiche de données de sécurité

Prescription contrôlée :

Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.

Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.

Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.

Constats :

L'Inspection a examiné les FDS des produits C-AK L95 et de la Bonderite C-AK 791CF qui n'étaient pas à jour lors de la précédente visite. Les FDS ont bien été mises à jour et sont datées respectivement de 2024 et 2023.

L'Inspection a constaté que le stockage de ces produits est conforme aux prescriptions des FDS qui indiquent un stockage sur rétention, au frais et à l'abri du gel.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Produits chimiques – Rétentions - Suites 2023

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2005, article 3.1.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rétentions
Prescription contrôlée : <u>Article 3.1.5.1</u> Le bon état de l'ensemble des installations (cuves de traitement et leurs annexes, stockages, rétentions, canalisation...) sera vérifié périodiquement par l'exploitant, notamment avant et après toute suspension d'activités de l'atelier supérieure à trois semaines et au moins une fois par an. Ces vérifications seront consignées dans un document prévu à cet effet et mis à disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'Inspection a constaté que les installations sont globalement tenues en bon état. L'exploitant a indiqué qu'un contrôle visuel a lieu à chaque maintenance, une fois par an. Toutefois ces contrôles ne sont pas tracés sur un registre comme demandé dans l'article 3.1.5.1.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande n°5 : L'exploitant consigne dans un registre les vérifications du bon état des installations et le tient à disposition de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

N° 5 : Produits chimiques – Incompatibilité - Suites 2023

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2005, article 2.4.8.1 et 3.1.4.3
Thème(s) : Produits chimiques, Produits incompatibles
Prescription contrôlée : <u>Article 2.4.8.1</u> L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle des eaux ou des sols. <u>Article 3.1.4.3</u> [...] Les systèmes de rétention seront conçus et réalisés de sorte que les produits incompatibles ne puissent se mêler.

<p>Constats :</p> <p>L'Inspection a constaté que les produits acides et basiques ne sont plus stockés sur une même rétention. Le jour de la visite, le stock de produit était faible, une nouvelle commande devait arriver prochainement.</p> <p>Concernant la rétention des bains de traitement, l'exploitant a expliqué pendant la visite que les pièces étaient plongées successivement dans chacun des bains, entraînant de fait des égouttures d'un bain à l'autre et n'ayant manifestement mis en évidence aucune incompatibilité entre les bains. Cette démonstration doit être argumentée par des considérations scientifiques et ne peut pas relever uniquement de constatations visuelles sur le terrain.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande n°6 :</u> L'exploitant démontre, sous 3 mois, que les produits utilisés dans les bains de traitement ne sont pas incompatibles. Cette démonstration est étayée scientifiquement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 6 : Déchets - Stockage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2005, article 2.5.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Stockage déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes précautions sont prises pour que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dépôts soient tenus en état constant de propreté ; - les dépôts ne soient pas à l'origine d'une gêne pour le voisinage (odeurs, envols) ; - les déchets et résidus produits soient stockés, avant leur valorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines). A cette fin, les stockages de déchets dangereux sont réalisés sur des aires dont le sol est imperméable et résistant aux produits qui y sont déposés. Ces aires, nettement délimitées, sont conçues de manière à contenir les éventuels déversements accidentels et si possible normalement couvertes sinon les eaux pluviales sont récupérées et traitées ; - les mélanges de déchets ne puissent être à l'origine de réactions non contrôlées conduisant en particulier à l'émission de gaz ou d'aérosols toxiques ou à la formation de produits explosibles.
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection a constaté que les zones de stockage de déchets sont tenues propres. Cependant, de nombreux bidons, situés notamment à l'extérieur du bâtiment, censés être vides dans l'attente de leur réemploi ou évacuation ne sont pas stockés sur rétention et contiennent encore du liquide. L'Inspection considère que ces bidons, emballés dans du film plastique et empilés en hauteur, présentent un risque de déversement accidentel dans un regard d'eau pluviale situé à proximité.</p>

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande n°7 : L'exploitant stocke, sous 15 jours, sur des rétentions adaptées tous produits liquides (y compris déchets liquides) susceptibles de présenter un risque de pollution des eaux ou des sols en cas de déversement accidentel et vérifie la compatibilité des produits stockés sur une même rétention.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 7 : Déchets - Gestion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/09/1985, article 17
Thème(s) : Autre, BSD
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 17</u></p> <p>L'exploitant de l'atelier de traitement de surface, producteur des déchets, doit veiller à leur bonne élimination même s'il a recours au service des tiers : il s'assure du caractère adaptés des moyens et procédés mis en oeuvre. Il doit notamment obtenir et archiver pendant au moins trois ans tout document permettant d'en justifier.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à la demande de l'Inspection en amont de la visite, les 4 derniers BSD d'évacuation de déchets dangereux. Il s'agit d'eau de rinçage (2 fois 12 tonnes), de bidons souillés (0.25 tonnes) et de fluide frigorigènes (14,14 kg). Les BSD sont correctement remplis et signés. A noter que depuis 2023, les eaux des baignoires de traitement de surface sont évacuées en déchets ce qui augmente la quantité totale de déchets produits.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, GERE
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :</p> <p>-les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an.</p> <p>[...]</p>

Cette déclaration comprend :

-la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée) ;

-la quantité par nature du déchet ;

-le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ;

-le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV.

Constats :

L'Inspection a constaté lors de la visite que l'exploitant déclare bien sur GEREPP les quantités de déchets dangereux produits. Pour l'année 2024, l'exploitant a déclaré :

- 23 tonnes de déchets de poussières et de poudres autres que ceux visés à la rubrique 01 03 07
- 0.014 tonnes de chlorofluorocarbones, HCFC, HFC
- 6,92 tonnes de déchets prémélangés contenant au moins un déchet dangereux
- 12,58 tonnes de déchets prémélangés contenant au moins un déchet dangereux

Cela n'appelle pas d'observation particulière de la part de l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite